

Newsletter, 13-16 novembre 2017 Session plénière Strasbourg

Prix LUX du cinéma 2017: le nom du lauréat sera dévoilé à Strasbourg

Le lauréat du Prix LUX de cette année sera annoncé par le Président du Parlement européen, Antonio Tajani, lors d'une cérémonie qui se tiendra dans l'hémicycle de Strasbourg le mardi 14 novembre. Les finalistes de cette année sont 120 battements par minute (France) de Robin Campillo, Sámi Blood (Suède, Norvège, Danemark) d'Amanda Kernell, et Western (Allemagne, Bulgarie, Autriche) de Valeska Grisebach.

5

Antidumping: vote final sur de nouvelles règles protégeant l'emploi et l'industrie de l'UE

Les députés se prononceront sur les nouvelles règles visant à lutter contre les importations qui font l'objet d'un dumping ou de subventions de la part de pays tiers.

6

Commerce en ligne: renforcer la protection des droits des consommateurs

Des règles européennes visant à mieux protéger les consommateurs contre les escroqueries et à arrêter plus rapidement les opérateurs commerciaux malhonnêtes feront l'objet d'un débat et d'un vote final mardi.

8

Sécurité routière: rendre obligatoires les systèmes d'aide à la conduite

Les nouveaux dispositifs de sécurité routière devraient devenir des équipements standards, affirmeront les députés mardi.

10

État de droit en Pologne: le Parlement prêt à voter une résolution

Mercredi, le Parlement débattera des progrès réalisés dans le cadre du dialogue de l'UE avec le gouvernement polonais sur le respect de l'état de droit et votera une résolution à ce sujet.

11

L'état de droit à Malta examiné en plénière

Suite à l'assassinat brutal d'une journaliste d'investigation, les députés débattront de la situation de l'état de droit à Malte et voteront une résolution mercredi.

12

Les députés débattent en urgence des "Paradise Papers"

La récente publication des "Paradise Papers", révélant les fortunes cachées des élites du monde, sera débattue avec le Conseil et la Commission.

13

Réforme de l'asile: préparation des négociations avec les gouvernements de l'UE sur les règles de Dublin

Les négociateurs du Parlement sont prêts à entamer des discussions avec les gouvernements de l'UE sur une mise à jour des règles de Dublin, pierre angulaire du système d'asile européen. Les députés devraient approuver leur mandat de négociation d'ici mardi à minuit.

14

Le Président slovaque Andrej Kiska s'adressera à la plénière

Le Président de la République slovaque, Andrej Kiska, prendra la parole devant les députés lors d'une séance solennelle prévue mercredi à midi à Strasbourg.

16

Les députés plaident en faveur d'un fonds fiduciaire pour les partenaires de l'Est

Un fonds fiduciaire pour l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie devrait être un résultat concret du sommet du partenariat oriental de novembre 2017, s'appêtent à souligner les députés lors d'un débat mardi et d'un vote mercredi.

17

Le Parlement se prononce sur sept candidats à la Cour des comptes

Les députés devraient procéder au vote de sept candidats désignés pour être membres à la Cour des comptes, le gendarme financier de l'UE dont le siège se trouve à Luxembourg.

18

Arrêter l'exode depuis les régions vulnérables de l'UE

Les députés veulent aider davantage les régions qui présentent une population vieillissante, un faible taux de natalité et un exode des jeunes en raison des possibilités d'emploi limitées.

19

Les députés demandent un plan hiver pour les demandeurs d'asile

Les députés appelleront à un plan hiver afin de garantir des conditions sûres pour les milliers de demandeurs d'asile dans l'UE, à l'approche de l'hiver. Mercredi matin, ils débattront avec le Conseil et la Commission des mesures pour prévenir une crise humanitaire.

21

Nouvel élan nécessaire pour le développement en Afrique

Les problèmes économiques, migratoires et sociaux, associés à une crise de longue durée, demandent de nouvelles réponses et une meilleure coopération entre l'Union africaine et l'UE.

23

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

24

Autres sujets à l'ordre du jour

25

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2017-11-13>

En savoir plus

[Projet d'ordre du jour](#)
[Suivre la séance en direct \(EbS+\)](#)
[Europarl TV](#)
[Conférences de presse et autres événements](#)
[Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)
[EP Newshub](#)

Contacts

Emilie TOURNIER

Attachée de presse

☎ (+32) 2 28 30578 (BXL)

☎ (+33) 3 881 72649 (STR)

📱 (+32) 473 55 74 66

✉ emilie.tournier@europarl.europa.eu

Baptiste CHATAIN

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 40992 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74151 (STR)

📱 (+32) 498 98 13 37

✉ baptiste.chatain@europarl.europa.eu

Wendy DE MONTIS

Attachée de presse

☎ (+32) 2 28 31151 (BXL)

📱 (+32) 470 87 02 64

✉ presse-fr@europarl.europa.eu

Nicolas DELALEU

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 44407 (BXL)

✉ presse-fr@europarl.europa.eu

Prix LUX du cinéma 2017: le nom du lauréat sera dévoilé à Strasbourg

Le lauréat du Prix LUX de cette année sera annoncé par le Président du Parlement européen, Antonio Tajani, lors d'une cérémonie qui se tiendra dans l'hémicycle de Strasbourg le mardi 14 novembre. Les finalistes de cette année sont 120 battements par minute (France) de Robin Campillo, Sámi Blood (Suède, Norvège, Danemark) d'Amanda Kernell, et Western (Allemagne, Bulgarie, Autriche) de Valeska Grisebach.

Le Parlement européen prend en charge les frais de sous-titrage des trois films finalistes dans les 24 langues officielles de l'UE. Le lauréat du Prix LUX 2017 sera sélectionné par les députés et sera adapté pour les malvoyants et les malentendants avant d'être promu lors de sa sortie internationale.

Promotion européenne

Cette année, les Journées du film LUX tireront le meilleur parti de la coopération entre les Bureaux d'information du Parlement européen et les Desks Creative Europe MEDIA afin de renforcer la visibilité des films et d'élargir leur public.

Une conférence de presse avec des représentants des trois films est prévue le mardi 14 novembre à 15 heures à Strasbourg.

Cérémonie de remise de prix: mardi 14 novembre à midi

Procédure: cérémonie de remise de prix

Conférence de presse: mardi 14 novembre à 15 heures

#LuxPrize @LuxPrize

En savoir plus

[Page internet du Prix LUX](#)

[120 battements par minute de Robin Campillo \(France\)](#)

[Sámi Blood d'Amanda Kernell \(Suède, Norvège, Danemark\)](#)

[Western de Valeska Grisebach \(Allemagne, Bulgarie, Autriche\)](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels: Lux Prize 2017](#)

Antidumping: vote final sur de nouvelles règles protégeant l'emploi et l'industrie de l'UE

Les députés se prononceront sur les nouvelles règles visant à lutter contre les importations qui font l'objet d'un dumping ou de subventions de la part de pays tiers.

L'objectif est de combattre les pratiques commerciales déloyales de pays tiers interférant massivement dans l'économie. Un accord informel a été conclu entre les députés et les négociateurs du Conseil le 3 octobre mais doit recevoir l'approbation du Parlement dans son ensemble pour entrer en vigueur.

Les règles commerciales de l'UE contraignent les partenaires commerciaux et les producteurs en dehors de l'Union à répondre aux normes de travail et environnementales internationales et sont de ce fait uniques au monde.

Les députés ont veillé à ce que les entreprises européennes n'aient pas à fournir de preuve supplémentaire que leurs concurrents dans les pays tiers placent sur le marché de l'UE des biens faisant l'objet d'un dumping. Ils ont aussi fait en sorte que les cas d'antidumping prennent en compte les besoins économiques et commerciaux des PME européennes. De plus, les syndicats de l'UE auront la possibilité de contribuer aux décisions relatives aux mesures de défense commerciale.

À savoir

L'emploi et l'industrie de l'UE sont confrontés à de grandes difficultés pour concurrencer les importations à bas prix de pays qui ont une capacité de production excédentaire et des économies subventionnées, en particulier dans les secteurs de l'acier, de l'aluminium, des vélos, du ciment, des produits chimiques, du verre, du papier et des panneaux solaires.

Les nouvelles règles permettraient à l'UE de répondre à de telles pratiques commerciales déloyales en ciblant les importations dont les prix ne se basent pas sur le marché en raison de l'ingérence de l'État.

Par ailleurs, les députés négocient d'autres projets visant à actualiser les "instruments de défense commerciale" en vue d'augmenter les droits de douane appliqués aux importations faisant l'objet d'un dumping ou de subventions à partir de pays qui n'interfèrent pas massivement dans l'économie.

Débat: mardi 14 novembre

Vote: mercredi 15 novembre

Conférence de presse: mercredi 15 novembre à 16 heures avec le rapporteur Salvatore Cicu (PPE, IT) et le président de la commission du commerce international Bernd Lange (S&D, DE)

Procédure: codécision, accord en 1ère lecture

#antidumping

En savoir plus

[Communiqué de presse sur l'accord informel avec les ministres \(03.10.2017\)](#)

[Étude du PE - De nouvelles règles commerciales pour la Chine? Possibilités et menaces pour l'UE \(2016, en anglais\)](#)

[Dossier commercial UE-Chine \(par la Commission européenne, en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur Salvatore Cicu \(PPE, IT\)](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Commerce en ligne: renforcer la protection des droits des consommateurs

Des règles européennes visant à mieux protéger les consommateurs contre les escroqueries et à arrêter plus rapidement les opérateurs commerciaux malhonnêtes feront l'objet d'un débat et d'un vote final mardi.

Les pouvoirs des autorités nationales chargées de faire appliquer la loi seront élargis afin de détecter et de stopper les [violations en ligne des législations sur la protection des consommateurs](#). Ces autorités disposeront aussi de nouveaux outils pour mieux coordonner leurs actions dans l'ensemble de l'UE, conformément au règlement sur la coopération en matière de protection des consommateurs (CPC). Leurs pouvoirs d'investigation et de mise en application de la loi doivent inclure, notamment, les éléments suivants:

- demander des informations aux bureaux d'enregistrement de domaines et aux banques afin de déterminer l'identité des opérateurs commerciaux malhonnêtes;
- procéder à des achats-tests de biens ou de services, y compris sous une fausse identité ("achats mystères");
- exiger qu'un avertissement soit explicitement affiché ou que le contenu numérique soit supprimé s'il n'existe aucun moyen efficace de mettre fin à une pratique illégale;
- imposer des sanctions, comme des amendes; et
- informer les consommateurs sur les possibilités de dédommagement.

À savoir

Un contrôle effectué en 2014 a révélé que 37% des sites de commerce électronique et de réservation en ligne dans les secteurs des voyages, du divertissement, de l'habillement, des produits électroniques et des services financiers ne respectaient pas les législations européennes relatives aux consommateurs. Cette proposition fait partie du paquet "commerce électronique" présenté par la Commission le 25 mai 2016. Les négociateurs du Parlement et du Conseil ont conclu un accord provisoire sur le règlement le 21 juin 2017.

Débat: mardi 14 novembre

Vote: mardi 14 novembre

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord en 1ère lecture

#ecommerce

En savoir plus

[Communiqué de presse sur l'accord \(21.06.2017, en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur Olga Sehnalová \(S&D, CZ\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE: coopération en matière de protection des consommateurs \(octobre 2017, en anglais\)](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Sécurité routière: rendre obligatoires les systèmes d'aide à la conduite

Les nouveaux dispositifs de sécurité routière devraient devenir des équipements standards, affirmeront les députés mardi.

Les systèmes d'assistance à la conduite, comme le régulateur de vitesse, le système d'assistance de maintien de trajectoire et les systèmes de freinage automatique, devraient être des équipements standards dans toutes les nouvelles voitures et les nouveaux vans, camions et bus, selon une proposition de résolution déposée par la commission des transports.

Les députés sont particulièrement favorables à la technologie permettant de détecter les piétons, les cyclistes et les motocyclistes et d'aider les conducteurs à les éviter. Pour les camions et les bus, ils souhaitent rendre obligatoires l'installation de caméras frontales, latérales et arrières ainsi que les systèmes d'aide à la conduite en courbe, pour réduire les angles morts.

Ils demandent également à la Commission européenne d'envisager de fixer le taux maximal d'alcoolémie au volant à 0 pour tous les "nouveaux" conducteurs et les conducteurs professionnels.

Débat: lundi 13 novembre

Vote: mardi 14 novembre

Procédure: résolution non législative

#carsafety

En savoir plus

[Proposition de résolution](#)

[Communiqué de presse après le vote en commission des transports \(12.10.2017, en anglais\)](#)

[Profil du rapporteur Dieter-Lebrecht Koch \(PPE, DE\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Rapport de la Commission - Sauver des vies: renforcer la sécurité des véhicules dans l'Union \(12.12.2016\)](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

État de droit en Pologne: le Parlement prêt à voter une résolution

Mercredi, le Parlement débatera des progrès réalisés dans le cadre du dialogue de l'UE avec le gouvernement polonais sur le respect de l'état de droit et votera une résolution à ce sujet.

La Commission européenne a commencé à se pencher sur la situation en Pologne au titre du "cadre permettant de faire face à des menaces systémiques envers l'état de droit" le 13 janvier 2016.

Débat: mercredi 15 novembre

Vote: mercredi 15 novembre

Procédure: déclaration du Conseil et de la Commission avec résolution

#RuleofLaw

En savoir plus

[Communication de la Commission: un nouveau cadre de l'UE pour renforcer l'état de droit Pologne et état de droit: questions et réponses \(fiche technique de la Commission européenne, janvier 2016, en anglais\)](#)

[Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures](#)

[Service de recherche du PE: comprendre les mécanismes européens d'état de droit \(janvier 2016, en anglais\)](#)

[État de droit: produits audiovisuels pour professionnels](#)

L'état de droit à Malta examiné en plénière

Suite à l'assassinat brutal d'une journaliste d'investigation, les députés débattront de la situation de l'état de droit à Malte et voteront une résolution mercredi.

Le débat de mardi, le deuxième sur Malte, survient suite à l'assassinat de la bloggeuse d'investigation maltaise Daphne Caruana Galizia, alors que les craintes que les libertés soient réduites et que la justice et la police ne soient pris en otage par l'exécutif sont croissantes.

Juste après le débat, une cérémonie en présence du Président Tajani et de la famille de Mme Caruana Galizia sera organisée pour officiellement baptiser la salle de conférence de presse du Parlement en son honneur. La salle de conférence de presse à Bruxelles porte le nom de la journaliste d'investigation russe assassinée Anna Politovskaya.

Les dirigeants des groupes politiques du Parlement ont convenu que, dans les prochaines semaines, une délégation de députés se rendrait à Malte pour évaluer de plus près la situation sur le terrain.

Débat: mardi 14 novembre

Vote: mercredi 15 novembre

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission

#RuleofLaw

En savoir plus

[Communiqué de presse sur le débat relatif à la liberté des médias à Malte \(24.10.2017, en anglais\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Déclaration du Président Tajani sur l'assassinat de Daphne Caruana Galizia \(en anglais\)](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels: liberté de la presse à Malte](#)

Les députés débattent en urgence des "Paradise Papers"

La récente publication des "Paradise Papers", révélant les fortunes cachées des élites du monde, sera débattue avec le Conseil et la Commission.

Les révélations résultant de l'enquête d'un consortium international de journalistes, dévoilent comment les super-riches protègent leur fortune et, dans certains cas, minimisent leur facture fiscale.

Le Parlement européen s'est positionné, depuis de nombreuses années, à l'avant-garde de la lutte contre le blanchiment d'argent, l'évasion et la fraude fiscales. Ses [recommandations](#) pour contrer ces pratiques ont été élaborées par une commission spéciale sur la fraude fiscale (TAXE 2) et présentées dans une résolution adoptée le 6 juillet 2016.

Les conclusions d'une autre commission spéciale créée en réponse aux "Panama Papers" devraient être votées en séance plénière en décembre.

Débat: mardi 14 novembre

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission

#ParadisePapers

En savoir plus

[Une fiscalité juste et transparente en Europe](#)

[Commission sur le blanchiment d'argent, l'évasion et la fraude fiscales](#)

[Rapport final sur l'enquête sur le blanchiment d'argent, l'évasion et la fraude fiscales \(en anglais\)](#)

[Commission sur les rescrits fiscaux et autres mesures similaires par leur nature ou par leur effet \(TAXE 2\)](#)

[Étude - Apporter transparence, coordination et convergence aux politiques fiscales des sociétés dans l'UE \(en anglais\)](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels: lutte contre l'évasion et la fraude fiscales](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels: Panama Papers](#)

Réforme de l'asile: préparation des négociations avec les gouvernements de l'UE sur les règles de Dublin

Les négociateurs du Parlement sont prêts à entamer des discussions avec les gouvernements de l'UE sur une mise à jour des règles de Dublin, pierre angulaire du système d'asile européen. Les députés devraient approuver leur mandat de négociation d'ici mardi à minuit.

Les réformes proposées visent à remédier aux faiblesses du système actuel et à faire en sorte que les pays de l'UE acceptent leur juste part de responsabilité pour l'accueil des demandeurs d'asile dans l'UE.

En vertu des règles actualisées, le pays dans lequel un demandeur d'asile arrive en premier lieu ne serait plus automatiquement responsable du traitement de sa demande d'asile. Le demandeur d'asile devrait au contraire être automatiquement et rapidement réinstallé dans un autre pays de l'UE, de sorte que les demandeurs d'asile soient répartis entre tous les pays de l'UE. Les États membres qui n'acceptent pas leur juste part de demandeurs d'asile devraient courir le risque de voir leur accès aux fonds de l'UE réduit.

La commission des libertés civiles a adopté un ensemble d'amendements qu'elle souhaite introduire dans la proposition législative, qui sera annoncé par le Président du Parlement à l'ouverture de la session. S'il n'y a pas d'objection d'ici mardi à minuit, le mandat sera réputé approuvé et les négociations pourront commencer dès que les États membres auront arrêté leur position.

À savoir

Le règlement de Dublin est le droit communautaire qui détermine quel pays de l'UE est responsable du traitement d'une demande de protection internationale. Le droit de demander l'asile est inscrit dans la Convention de Genève, que tous les États membres de l'UE ont signée et qui a été incorporée dans les traités de l'UE.

Procédure: mandat pour négociations (codécision, première lecture)

#Dublin #MigrationEU

En savoir plus

[Communiqué de presse sur le vote en commission - Chaque État de l'UE doit accueillir une part équitable de demandeurs d'asile \(19.10.2017\)](#)

[Note d'information - Politique d'asile de l'UE: réforme des règles de Dublin pour créer un système plus équitable \(octobre 2017\)](#)

[Profil du rapporteur Cecilia Wikström \(ADLE, SE\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Crise des migrants: comprendre la réforme de Dublin \(vidéo\)](#)

[Réforme du système de Dublin \[Législation européenne en marche\] \(mars 2017, en anglais\)](#)

[Think Tank du PE - Comment fonctionne la procédure d'asile dans l'UE? \(05.04.2017, en anglais\)](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels: le régime d'asile européen](#)

Le Président slovaque Andrej Kiska s'adressera à la plénière

Le Président de la République slovaque, Andrej Kiska, prendra la parole devant les députés lors d'une séance solennelle prévue mercredi à midi à Strasbourg.

Andrej Kiska, ancien homme d'affaires et cofondateur d'une organisation caritative qui aide les familles d'enfants souffrant de maladies potentiellement mortelles, a été élu président en mars 2014 en tant que candidat non partisan issu de la société civile. Il a pris ses fonctions en juin 2014 pour un mandat de cinq ans.

Il s'agit du quatrième Président de la République slovaque et du troisième à être élu directement par le peuple. M. Kiska est le deuxième Président slovaque à prononcer en discours au Parlement européen, après Rudolf Schuster en mai 2001.

Après la révolution de velours en 1989 et l'éclatement de la Tchécoslovaquie en 1993, la Slovaquie est devenue membre de l'Union européenne en 2004, a rejoint l'espace Schengen en 2007 et a adopté l'euro comme monnaie en 2009. La Slovaquie a assuré la présidence du Conseil pour la première fois lors du second semestre de 2016.

Débat: mercredi 15 novembre à 12 heures

Procédure: séance solennelle

@Andrej_Kiska

En savoir plus

[Site du Président de la République slovaque](#)

[Présidence slovaque du Conseil de l'UE \(juillet-décembre 2016\)](#)

[UE-Slovaquie: produits audiovisuels pour professionnels](#)

Les députés plaident en faveur d'un fonds fiduciaire pour les partenaires de l'Est

Un fonds fiduciaire pour l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie devrait être un résultat concret du sommet du partenariat oriental de novembre 2017, s'appêtent à souligner les députés lors d'un débat mardi et d'un vote mercredi.

Le projet de résolution recommande également la création d'un modèle de "partenariat oriental plus" pour les pays associés ayant réalisé des progrès substantiels en matière de réformes liées à l'UE, afin de leur offrir la possibilité d'adhérer à l'Union douanière, à l'Union énergétique, à l'Union numérique ou même à l'espace Schengen et de supprimer les frais d'itinérance.

Le partenariat oriental a été lancé en 2009 pour approfondir les liens politiques et économiques entre l'UE et les six partenaires d'Europe orientale: Arménie, Azerbaïdjan, Belarus, Géorgie, Moldavie et Ukraine.

Le [5e sommet du partenariat oriental](#) se tiendra à Bruxelles le 24 novembre 2017.

Débat: mardi 14 novembre

Vote: mercredi 15 novembre

Procédure: résolution non législative

#EaP #EasternPartnership

En savoir plus

[Projet de résolution sur le partenariat oriental, dans la perspective du sommet de novembre 2017](#)

[Communiqué de presse sur le vote en commission - Les députés de la commission des affaires étrangères demandent un fonds fiduciaire pour les partenaires orientaux \(10.10.2017\)](#)

[Co-rapporteur du PE Laima Andrikiénė \(PPE, LT\)](#)

[Co-rapporteur du PE Knut Fleckenstein \(S&D, DE\)](#)

[Explication sur les fonds fiduciaires pour l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie \(prochainement en ligne\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Site internet du sommet du partenariat oriental de novembre 2017](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

[Les fonds fiduciaires pour l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie](#)

Le Parlement se prononce sur sept candidats à la Cour des comptes

Les députés devraient procéder au vote de sept candidats désignés pour être membres à la Cour des comptes, le gendarme financier de l'UE dont le siège se trouve à Luxembourg.

Les députés de la [commission du contrôle budgétaire](#) ont rendu un [avis positif](#) sur les candidats italien, finlandais, espagnol, danois, portugais et bulgare, lors de votes à bulletin secret, mais ont [refusé de soutenir le Belge Karel Pinxten](#). Mis à part le Finlandais, tous les candidats détiennent déjà un mandat à la Cour des comptes et souhaitent son renouvellement.

Si le Parlement dans son ensemble adopte un avis défavorable concernant l'un des candidats, le Conseil sera invité à retirer sa nomination et à en soumettre une nouvelle au Parlement.

La [Cour des comptes européenne](#) est composée de 28 membres, un pour chaque État membre de l'UE, désignés pour un mandat renouvelable de six ans. Le Conseil, après consultation du Parlement, décide du candidat présenté par chaque pays.

Vote: mercredi 15 novembre

Procédure: consultation

En savoir plus

[Profil du rapporteur Indrek Tarand \(Verts/ALE, EE\)](#)

[Fiche de procédure: nomination d'un membre belge \(Karel Pinxten\)](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Arrêter l'exode depuis les régions vulnérables de l'UE

Les députés veulent aider davantage les régions qui présentent une population vieillissante, un faible taux de natalité et un exode des jeunes en raison des possibilités d'emploi limitées.

Pour y parvenir, ils proposent de mieux utiliser les outils et fonds de cohésion dans une résolution mise aux voix mardi.

Les principales raisons de la baisse de population dans un tiers des régions européennes sont une population vieillissante, un faible taux de natalité, et un manque de travailleurs qualifiés, mais aussi l'absence de perspectives d'emploi, qui provoque l'exode des jeunes.

Selon une récente [étude du Parlement européen](#), les zones les plus touchées se situent en Europe centrale, dans l'est de l'Allemagne, l'ouest de l'Italie et le nord de l'Espagne.

À savoir

Les [prévisions chiffrées publiées par Eurostat](#) montrent une population vieillissante en Europe étant donné que la part de la population en âge de travailler devrait passer de 65,5% de la population totale en 2015 à 56,2% en 2080, alors que la proportion des plus de 65 ans augmentera de 18,9% en 2015 à 28,7% en 2080.

Débat: lundi 13 novembre

Vote: mardi 14 novembre

Procédure: résolution non législative

Conférence de presse: mardi 14 novembre à 14h30

#cohesionpolicy

En savoir plus

[Proposition de résolution sur le déploiement des instruments de la politique de cohésion par les régions pour faire face au changement démographique](#)

[Profil du rapporteur Iratxe GARCÍA PÉREZ \(S&D, ES\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Étude du PE - Comment les politiques régionales et de cohésion peuvent-elles relever les défis démographiques?](#)

[Service de recherche du PE - Régions à faible densité de population et sous-peuplées \(septembre 2016, en anglais\)](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Les députés demandent un plan hiver pour les demandeurs d'asile

Les députés appelleront à un plan hiver afin de garantir des conditions sûres pour les milliers de demandeurs d'asile dans l'UE, à l'approche de l'hiver. Mercredi matin, ils débattront avec le Conseil et la Commission des mesures pour prévenir une crise humanitaire.

Dans un [rapport publié en avril dernier](#), la Cour des comptes fait remarquer que la situation dans les centres d'accueil, tant en Italie qu'en Grèce (les deux principaux pays d'arrivée), n'était pas satisfaisante, soulignant en particulier la surpopulation dans les îles de Lesbos, Chios et Samos.

À savoir

Dans le cadre des mesures de relocalisation d'urgence conclues par l'UE, [21 229 demandeurs d'asile ont été transférés](#) ces deux dernières années depuis la Grèce vers d'autres États membres de l'UE, mais quelque 50 000 sont encore dans le pays. Pour l'Italie, 10 243 ont été jusqu'ici transférés vers d'autres pays de l'UE.

Depuis le début de cette année, [114 112 migrants et demandeurs d'asile sont arrivés en Italie par bateau](#), ce qui en fait le principal point d'entrée en Europe. Les îles grecques ont reçu durant la même période 24 739 personnes, mais [une hausse des arrivées](#) a été constatée récemment, avec 4 886 personnes en provenance de Turquie en septembre et 4 134 en octobre - soit les chiffres les plus élevés depuis la signature de la déclaration UE-Turquie en mars 2016.

Plusieurs ONG, dont Human Rights Watch, Amnesty International et Oxfam, ont récemment [écrit au Premier ministre grec](#), M. Tsipras, en critiquant le fait que les îles grecques avaient été transformées en des lieux de "confinement à durée indéterminée" pour les demandeurs d'asile et en mettant en garde contre la détérioration de leurs conditions de vie. Alors que l'hiver approche, de nombreuses personnes dans les camps grecs vivent dans des toiles de tente d'été.

Débat: mercredi 15 novembre

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission sans résolution

En savoir plus

[Réfugiés: les députés demandent une aide d'urgence face à la vague de froid et des transferts vers d'autres pays de l'UE \(débat en plénière, 18.01.2017\)](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Nouvel élan nécessaire pour le développement en Afrique

Les problèmes économiques, migratoires et sociaux, associés à une crise de longue durée, demandent de nouvelles réponses et une meilleure coopération entre l'Union africaine et l'UE.

Pour donner un nouvel élan à la coopération et au développement des nations africaines, les députés recommandent, dans une nouvelle stratégie UE-Afrique, de renforcer les mesures européennes de paix et de sécurité, d'apporter une aide plus substantielle dans la lutte contre le changement climatique et d'accroître le soutien de l'UE envers l'agriculture durable et les systèmes d'éducation nationaux.

De plus, les députés invitent instamment les États membres à honorer leurs engagements à financer un [fonds fiduciaire de l'UE](#), mais à lier l'aide au développement au respect de l'état de droit, des droits de l'homme et des mesures de lutte contre la corruption.

En juillet, le Parlement a donné son [feu vert à un plan d'investissement européen](#) combattant les causes profondes de la migration en Afrique, mais a averti que les fonds à cet égard devaient encourager le développement et ne pas être utilisés pour arrêter les réfugiés.

Une [conférence de haut niveau sur l'Afrique](#), organisée par le Parlement européen, se tiendra à Bruxelles le 22 novembre, à l'approche du sommet UE-Afrique prévu fin novembre à Abidjan en Côte d'Ivoire.

Débat: mercredi 15 novembre

Vote: jeudi 16 novembre

Procédure: résolution non législative

#Africa #SDGs

En savoir plus

[Communiqué de presse - Le plan d'investissement de l'UE pour combattre les causes profondes de la migration se concentrera sur les plus démunis \(juillet 2017\)](#)

[Résolution du Parlement européen du 4 octobre 2016 sur l'avenir des relations ACP-UE au-delà de 2020](#)

[L'UE et l'Afrique \[What Think Tanks are thinking\] \(en anglais\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Profil du rapporteur Maurice Ponga \(PPE, FR\)](#)

[Commission du développement](#)

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, le jeudi 15 novembre vers 10 heures, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:

- Liberté d'expression au Soudan, notamment le cas de Mohamed Zine El Abidine;
- Attaques terroristes en Somalie; et
- Madagascar.

Débats et votes: jeudi 15 novembre

Procédure: résolutions non législatives

#humanrights #democracy

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (Almaviva, Italie), Viotti, vote mardi;
- Élections de vice-présidents du Parlement européen pour remplacer Ildikó Gáll-Pelcz et Alexander Graf Lambsdorff, vote mercredi;
- Embargo russe - secteur européen des fruits et légumes, question orale, débat mercredi;
- Services financiers de détail, Ludvigsson (INI), débat lundi, vote mardi;
- Présentation par la Commission du 2e paquet "mobilité", débat mercredi;
- Héritage de la révolution bolchévique totalitaire en 1917, débat d'actualité (PPE), mercredi;
- Activités du médiateur européen en 2016, Mizzi (INI), débat mercredi avec E. O'Reilly, vote jeudi; et
- Persécution des chrétiens dans le monde, déclaration de la vice-présidente de la Commission/haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, débat lundi.